

Recension :
Safia Dahani, Estelle Delaine, Félicien Faury,
Guillaume Letourneur (dir.),
Sociologie politique du Rassemblement national
Presses du Septentrion, 2023, 326 p.

Parmi le foisonnement de publications sur le Rassemblement National (RN) – et plus largement sur les partis d'« extrême-droite » ou « populistes » en France et ailleurs – cet ouvrage collectif se distingue par la richesse des enquêtes de terrain sur lesquelles il s'appuie. Si celles-ci ont été réalisées entre 2011 et 2018, les enseignements qu'il est possible d'en tirer sont manifestement nombreux, malgré l'ampleur apparente des transformations que ce parti a connues depuis, notamment suite aux conquêtes électorales réalisées lors des élections européennes et législatives de 2022 et 2024.

Martin Siloret

Le livre, qui fait suite aux Journées d'études « Comprendre le Front national » tenues en 2018 à l'Institut d'études politiques (IEP) de Toulouse, est composé, outre une éclairante introduction d'Estelle Delaine et Safia Dahani, de 11 chapitres regroupés en trois parties abordant respectivement la question des « ancrages territoriaux » du Front national (FN, devenu RN en 2018), celle des « carrières militantes » et enfin celle des élites frontistes et de leur recrutement. Une postface rassemble enfin la transcription (mise à jour pour la version écrite) des interventions de Martina Avanza, Magali Boumaza, Daniel Gaxie et Patrick Lehingue lors de la table ronde finale des Journées d'études.

Les travaux réunis ici partagent le fait de s'appuyer sur des enquêtes de terrain qualitatives et localisées (« au microscope »), dans une approche compréhensive et internaliste, c'est-à-dire attentive aux logiques et contradictions des acteurs. Ce parti-pris permet à l'ouvrage de remettre en question l'exceptionnalisme épistémologique dont fait trop souvent l'objet le RN en sciences sociales. Au contraire, en utilisant les mêmes méthodes et outils conceptuels que ceux employés pour étudier les autres partis, ces travaux s'inscrivent dans une entreprise de cumulativité bienvenue. C'est ainsi que Marion Jacquet-Vaillant s'attache à « décloisonner la sociologie de l'engagement militant » (Sawicki et Siméant, 2009) en montrant comment la frontière parti/mouvement social est poreuse lorsque l'on se penche sur les carrières militantes des Identitaires. Au même titre que d'autres partis, le RN doit donc être étudié dans le contexte de son « milieu partisan » (Sawicki, 1997). Le chapitre de Safia Dahani met quant à lui l'accent sur les « reconversions partisans » qui voient des militants de droite passer (de manière plus ou moins durable) au RN ; reconversions qu'elle analyse au prisme de la professionnalisation des partis politiques, phénomène auquel le RN n'échappe donc pas – *a fortiori* depuis les succès électoraux européens et législatifs de 2024. Estelle Delaine place, elle, la focale sur un secteur partisan *a priori* secondaire mais qui joue au RN un rôle central (l'actualité judiciaire de 2025 nous le rappelle !) : la représentation du RN au Parlement européen, et plus particulièrement le recrutement des collaborateurs, mis au service de l'organisation partisane et de la domination patrimoniale qui s'y opère.

Cette approche compréhensive et « par le bas » du RN permet également de déconstruire certaines catégories du sens commun trop souvent réifiées (ainsi du « vote RN » ou des « militants RN ») et de prêter attention à la grande variabilité des situations et des processus qui peuvent produire un vote ou un engagement frontiste. Lorenzo Barrault-Stella et Clémentine Berjaud montrent ainsi comment des logiques de distinction au sein des classes populaires, notamment sur critère religieux, peuvent conduire des électeurs parisiens racisés à voter pour le RN. De même, l'étude de Maialen Pagiusco souligne que les gays militant au RN ne sont pas frontistes « malgré » leur homosexualité, mais au contraire que leurs carrières (homo)sexuelle et politique convergent : le parti, certes

lieu de production de discours homophobes, est pour eux surtout un lieu de sociabilité gay (y compris sexuelle) et de discours homonationalistes. L'approche micro-sociologique adoptée par les auteurs et autrices permet aussi à Maeva Durand et Margherita Crippa de saisir comment (et à quelles conditions) les appartenances de genre et de classe de femmes issues de milieux populaires peuvent, en fonction des contextes et des stratégies des dirigeants du parti, se muer non en handicaps mais en ressources dans la compétition politique.

Par-delà la diversité des terrains étudiés, un même questionnement problématique fait office de fil rouge : la question des modalités et des limites de la légitimation des mobilisations frontistes – celles des électeurs, des militants et des élites dirigeantes. Nombre de contributions interrogent ainsi la pertinence de la grille d'analyse en termes de déviance et de stigmatisation pour rendre compte de l'inscription de l'engagement frontiste dans le champ politique et le monde social. C'est ainsi que Félicien Faury propose d'envisager ce parti comme une « entreprise politique clivante », mettant en lumière l'interaction entre la stigmatisation opérée par le RN – celle des populations racisées des quartiers populaires – et celle dont il est lui-même l'objet (analyse prolongée dans sa thèse, cf. Faury, 2024). Mégane Erbani montre à cet égard combien le vote RN reste perçu comme stigmatisant par les militants de « La manif pour tous », y compris ceux qui se résolvent à voter pour Marine Le Pen « par défaut » au second tour de l'élection présidentielle de 2017. Le cas des enseignants militant au RN étudié par Benjamin Chevalier illustre également la puissance de la stigmatisation dont continue à faire l'objet l'engagement frontiste dans certains milieux sociaux et professionnels.

Un des principaux résultats qui traverse l'ouvrage est celui de la relative faiblesse de l'implantation militante locale du RN. Guillaume Letourneur souligne ainsi « la prédominance des logiques centrales » dans l'organisation des campagnes électorales et dans les tentatives d'implantation locale, y compris sur les territoires qui lui sont électoralement le plus favorables, comme le département de l'Yonne. Cette forte centralisation partisane et cette difficulté à convertir un terrain *a priori* propice en ancrage politique solide se traduisent en l'occurrence par le parachutage dans le département d'un jeune membre du cabinet de Marine Le Pen, Julien Odoul, issu des classes supérieures, et par son échec lors des élections législatives de 2017. Là encore, la suite des événements, marquée en l'occurrence par l'élection du même Julien Odoul en 2022 puis sa réélection en 2024, pourrait laisser penser que ce diagnostic d'une faible implantation locale du RN n'est plus d'actualité. Mais succès électoral et ancrage local durable ne sont pas synonymes : le modèle de la cartellisation des partis (malgré ses limites) peut ici servir de grille d'interprétation, le RN s'inscrivant à cet égard dans une évolution partagée par les autres principales entreprises politiques françaises (Bachelot, 2020). En effet le RN, la France insoumise (LFI) et Renaissance, dont les leaders nationaux respectifs occupent le premier plan de la vie politique à l'échelle nationale depuis dix ans, partagent à la fois une très faible implantation dans les collectivités territoriales et une relative faiblesse militante et organisationnelle. Or ces traits communs, qui concourent à en faire des « partis personnels » (Lefebvre, 2022, p. 175-178), les rendent aussi particulièrement dépendants du financement public... donc très vulnérables aux retournements de fortunes électorales.

Bibliographie

Faury F., 2024, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême-droite*, Paris, Seuil.

Sawicki F., 1997, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.

Sawicki F., Siméant J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, p. 97-125.

Bachelot C., 2020, « La cartellisation des partis : disparition ou recomposition ? », in **Martinache I., Sawicki F. (dir.)**, *La fin des partis ?*, Paris, La vie des idées, p. 71-90.

Lefebvre R., 2022, « Que sont devenus les partis-mouvements ? La France insoumise et la République en Marche depuis 2017 », *Esprit*, janvier-février, n° 1, p. 167-178.